



Boycott du CSA M : Une trahison !

COMMUNIQUÉ :

Le 5 novembre dernier était convoqué un CSA-M... qui n'a pu se tenir suite au boycott de l'Unsa Justice-USM et de la CGT-SM.

Pourtant, étaient portés à l'ordre du jour de cette instance deux points d'une importance et d'un intérêt cruciaux pour le personnel de l'administration pénitentiaire :

- ▶ La création de la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire (DGAP)
- ▶ La création de l'Inspection Générale de l'Administration Pénitentiaire (IGAP)

La création de la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire a pour objectif de doter le ministère de la Justice d'une direction forte, capable d'être considérée à l'égale des autres forces de sécurité du pays, et de hisser, enfin, notre administration au même niveau que la Police nationale, la Gendarmerie et les Douanes.

Boycotter cette instance, c'est porter un coup de poignard, un affront, à l'ensemble des personnels de l'administration pénitentiaire qui attendait de cette réunion une avancée majeure pour leur avenir professionnel.

Alors, pourquoi un tel boycott ?

➤ Depuis 2022, les syndicats de magistrats participent aux élections professionnelles. L'Unsa Justice et la CGT ont choisi de s'allier respectivement avec l'Union Syndicale des Magistrats (USM) et le Syndicat de la Magistrature (SM). Leurs voix sont devenues capitales, voire indispensables, pour ces deux organisations, qui en auront besoin lors des élections de 2026 afin de conserver leur représentativité.

Pieds et poings liés, l'Unsa Justice et la CGT se soumettent désormais aux exigences des syndicats de magistrats qui dictent leurs prises de position et leurs décisions, même lorsque cela va à l'encontre de l'intérêt des personnels pénitentiaires. **Ce boycott n'est donc pas une initiative autonome, mais bien une manœuvre orchestrée par les syndicats de magistrats, hostiles à toute évolution qui tendrait à renforcer l'administration pénitentiaire.**

➤ Ces syndicats de magistrats estiment en effet que notre administration occupe déjà une place trop importante au sein du ministère de la Justice. Pour eux, la création d'une Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire serait intolérable, car elle viendrait reconnaître pleinement le rôle stratégique et régalien de nos missions.



Voici la véritable raison de ce boycott par l'UNSA Justice et la CGT : ne pas contrarier leurs alliés magistrats, de peur de perdre leur soutien et leurs précieuses voix lors des prochaines élections professionnelles.

Pourtant, dans le contexte politique et budgétaire actuel, tout est gelé dans la plupart des ministères. **Malgré cela, le ministère de la Justice est l'un des rares à obtenir le maintien de ses réformes statutaires et indemnitaires, rappelons-le, à la seule initiative de FO Justice.** Mieux encore, le ministre de la Justice a obtenu la création d'une DGAP, une avancée que beaucoup jugeaient inespérée.

➤ Et c'est précisément à ce moment décisif que l'UNSA Justice et la CGT ont opté pour ce qui ressemble à une opposition, empreinte de considérations électorales, et sous une influence marquée des magistrats, alors que cette création est vivement attendue par de nombreux Personnels.

Le CSA-M sera donc reporté, au minimum, de quinze jours.

Peut-être comptent-ils sur une éventuelle chute du gouvernement pour renvoyer aux calendes grecques la création de cette DGAP, privant ainsi le personnel pénitentiaire d'une reconnaissance pourtant méritée et obtenue de haute lutte.

Il est essentiel de choisir judicieusement nos combats !

Le **Syndicat National FO Justice** s'engage pleinement à œuvrer pour que la création de la DGAP soit effective dans les plus brefs délais.

Nous aspirons à ce que, demain, après avoir obtenu la parité des grilles indiciaires du CEA avec celles de la Police nationale, notre voix porte avec autant de force et de légitimité que celle de nos camarades policiers au sein de la fonction publique.

